

N° 604

Semaine

du 28 mars

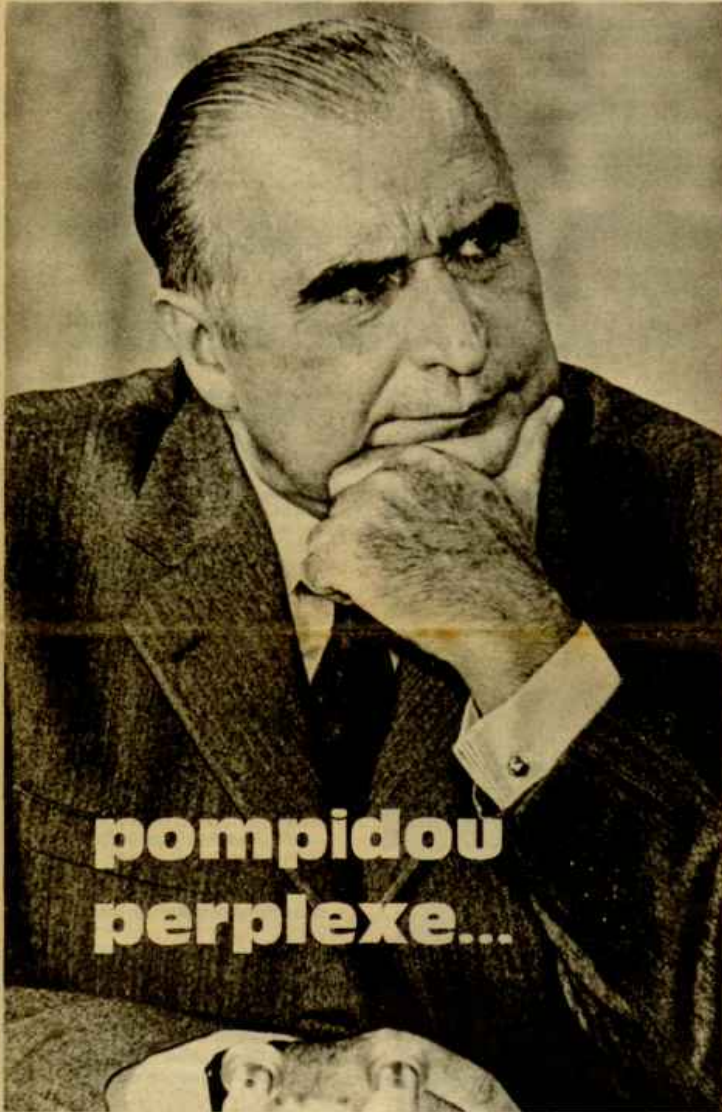
au 4 avril 1973

Prix : 1,50 F

# informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière



**pompidou  
perplexe...**

## 100.000 lycéens dans la rue



## 400 o.s. en grève chez renault



### éditorial

Toute la situation politique, après les élections, atteste que les temps sont révolus où la bourgeoisie se soumettait à de Gaulle, le regardant comme le sauveur de son régime de domination de classe et, par conséquent, comme l'homme indispensable.

En parlant d'ouverture et de changement, Pompidou l'a bien compris. Mais en manifestant son désir de plus en plus profond de retourner à la vie politique, les cercles politiques de la bourgeoisie démontrant qu'ils doutent de la capacité du système politique de la V<sup>e</sup> République d'assurer la défense des intérêts du grand capital contre la classe ouvrière.

La classe dominante n'a pas tort de douter : le système politique, en raison de sa situation précaire, est incapable de réaliser une quelconque réorganisation durable dans quelque domaine que ce soit.

Bien au contraire, les « réformes » dans lesquelles Pompidou va s'engager ne pourront satisfaire personne. Certainement pas la classe ouvrière. Les cliques de la majorité elle-même qui contrôlent actuellement l'Etat et l'opposition bourgeoise qui aspire à occuper les avenues du pouvoir, ne peuvent être satisfaites.

Pompidou mécontentera tout le monde : les cliques de l'UDR qui se battent pour conserver les rênes du pouvoir, l'opposition bourgeoise, ralliée ou non, à qui il ne sera pas

donné les places désirées. Il faudrait des transformations politiques plus radicales qui toutes devraient répondre à cette question inquiète, comment contenir la classe ouvrière ?

Sous cet angle, les actions des lycéens, le mouvement limité des O.S. de chez Renault jettent une lueur fulgurante sur la situation politique réelle après les élections. Le régime politique est toujours aussi peu solide. Le système est délabré, les institutions s'affaiblissent sur elles-mêmes, sans perdre leur caractère de force de coercition contre les masses et la jeunesse.

La « société politique » — c'est-à-dire les cercles dirigeants — tombe dans l'incohérence. C'est la domination de classe de la bourgeoisie qui est rongée, et qui se ronge elle-même. La bourgeoisie, classe devenue sénile, cherche à tout prix à conserver la position sociale que lui assure la propriété des moyens de production. L'Etat bourgeois discrédité inspire un mépris qui se transforme déjà en haine.

L'état de chose existant est devenu blessant pour tous, méprisé. Les prétendues réformes transformeront la question politique centrale : comment opérer le changement ?, en une question de révolution.

Car la nécessité ressentie par tous y compris par la bourgeoisie, de réformer les institutions concentrera toutes les contradictions et ainsi ouvrira la voie au prolétariat, seule puissance sociale susceptible de se substituer à la puissance sociale de la classe bourgeoise dont l'Etat, les institutions, le gouvernement résument la domination.

### sommaire

- Page 2 : Réponses à quelques questions.
- Page 3 : « Les partis devant l'école. »
- Pages 4 et 5 : Lycéens : par centaines de milliers contre la loi Debré, ils se sont organisés...
- Page 6 : Hongrie : que s'est-il passé le 15 mars ? Dollar : menaces sur l'Europe.
- Page 7 : Bolivie : le spectre de l'Assemblée populaire. Angleterre : les révolutionnaires et le Labour Party.
- Page 8 : **1973** : le bilan du Front populaire.

UB  
Bibliothèque Générale  
CEDOC



# Réponses à quelques questions

Le CCN de la CGT s'est réuni les 21 et 22 mars. Il a adopté une résolution dont l'Humanité du 24 mars publie des extraits et où il est dit :

« La substitution de la politique du Programme commun des partis de gauche à celle du grand capital est à la portée des travailleurs et autres couches victimes de l'exploitation. Pour y parvenir, les organisations de la CGT doivent travailler à souder davantage l'union des forces démocratiques, à gagner à la cause de la gauche, à la nécessité de changements fondamentaux dans l'ordre économique, social et politique, les travailleurs actifs et retraités encore abusés par la propagande du pouvoir et de ses alliés réformateurs. »

Si l'on comprend bien les dirigeants de la CGT, ce sont les « travailleurs actifs et retraités abusés » qui ont voté UDR et Réformateur ! Ce qui est manifestement contraire aux faits.

Les travailleurs ont voté massivement PS et surtout PCF. Ce sont les « classes moyennes », que l'on prétendait convaincre en réalisant l'union avec les radicaux de gauche, sur un programme commun « qui n'est pas le socialisme », et qui, ne voyant aucune différence entre le banquier radical de « gauche » Filippi et le magnat de la presse, radical de « droite » J.-J. Servan-Schreiber, ont préféré suivre les consignes de ce dernier et de Lecanuet. Telle est la vérité. Cela, c'est une première question.

Une seconde se pose. Le Programme commun a été présenté comme un programme de gouvernement sur lequel le peuple français était appelé à se prononcer aux élections, aux fins d'établir un contrat de législation. L'UDR et ses alliés sont majoritaires à l'Assemblée Nationale. A moins de demander à une fraction des députés UDR et de ses alliés réformateurs de se prononcer pour le

Programme commun, on ne voit pas comment « sa ligne » pourrait, à l'Assemblée Nationale, être substituée à celle du grand capital ?

Ou bien cela signifierait que la ligne des Intérêts du grand capital recoupe celle du Programme commun. Ce qui est, peut-être, une explication qui n'est, on veut le croire, pas celle de Séguy.

C'est alors que la « ligne » de la CGT rencontre une nouvelle contradiction sur laquelle les travailleurs sont en droit d'exiger des explications.

En termes parlementaires, à moins de réaliser l'union nationale du PCF-PS à des fractions de l'UDR, il n'y a aucune possibilité de réaliser la « ligne ».

La direction de la CGT a-t-elle l'intention de s'engager dans des actions « extra-parlementaires » pour substituer au gouvernement du grand capital un gouvernement donnant satisfaction aux revendications des

travailleurs ? Si oui, il faut le dire clairement. Sinon, inutile de parler de satisfaction des revendications essentielles.

Séguy et le CCN de la CGT tentent d'esquiver ces questions, car une réponse positive, conforme aux Intérêts des masses laborieuses, signifierait que la CGT s'engage dans une campagne de mobilisation pour un véritable programme ouvrier de gouvernement dont les premiers éléments sont consignés dans la plateforme commune des syndicats CGT, CGT-Forcé Ouvrière et CFDT de chez Renault :

- 150 F minimum pour tous,
- salaire minimum à 1 500 F,
- grille unique,
- garantie de l'emploi,
- 40 heures par semaine,
- retraite à 60 ans,

ce sur quoi les travailleurs et les organisations peuvent s'unir contre les gouvernements du grand capital.

## Manœuvres contre l'unité...

M. Edmond Maire est un savant stratège. Au soir des résultats du second tour, le secrétaire général de la CFDT s'est prononcé pour l'application du Programme de Provis. Il a dû reculer précipitamment et pour masquer sa retraite, M. Maire vient de lancer une violente attaque contre le Programme commun. Certes, et cela ne fait nul doute pour les lecteurs de notre journal, le Programme commun est un programme de collaboration de classe, mais la critique de M. Maire ne se situe pas sur ce plan.

Pour lui, l'attaque contre le Programme commun vise à rassembler le courant « autogestionnaire » dont le contenu a été expressément précisé par le secrétaire général de la CFDT, en ce qu'il condamne les « revendications coûteuses ». (Nouvel Observateur n° 432). M. Maire se prononce pour des revendications qui ne coûtent pas « cher » au patronat et au gouvernement, donc pour le Programme de Provis.

Cela est le premier volet d'une politique qui vise à rassembler autour de la CFDT, du PS et du PSU autogestionnaire, « là où cela est possible », des militants et syndicats CGT, FEN et FO. Autrement

dit, M. Maire aimerait, d'une part, recommencer l'opération qui lui a si mal réussi, tentée avec M. Labi contre la CGT-FO et, d'autre part, en élevant son prétendu socialisme autogestionnaire de collaboration de classes, briser les aspirations des masses à l'unité.

La situation politique en mouvement ouvrira, un peu plus tôt, un peu plus tard, des luttes de classes que la bourgeoisie entend contenir dans le respect de l'ordre de la propriété privée des moyens de production. L'Union de la gauche qui a réussi à dévier les aspirations au Front Unique ouvrier risque de ne plus suffire. Il faut aller plus loin dans la voie de la division. Les propos de M. Maire vont dans ce sens. Sans aucun doute son appel risque d'être entendu au sein du parti socialiste.

Les déclarations de Maire s'ajoutent à celles antérieures où il se prononce pour des « revendications qui ne coûtent pas cher au patronat » et pour le programme de Provis, attestent que pour la défense des Intérêts de la bourgeoisie les obstacles à l'unité vont se multiplier.

## 400 O.S. en grève chez Renault

A écouter la radio, à lire la presse, on serait tenté de penser que les O.S. des presses de chez Renault font grève pour des « idées ». Ce



dont il s'agirait, c'est de la « qualité de la vie », foin des augmentations de salaires.

Tout ce baratin idéologique s'effondre devant ce fait tout simple : les 400 O.S. des presses sont en grève pour exiger le passage dans la classification à une échelle supérieure, donc à un meilleur salaire. Les 400 O.S. le comprennent si bien qu'avec une résolution farouche, non seulement ils ont imposé l'unité des syndicats, mais exigent des dirigeants qu'ils ne leur refassent pas le coup du 38, où, sur la même revendication, les responsables syndicaux ont fait rembrayer sans que satisfaction n'ait été arrachée (voir I.O. n° 598).

Au moment où nous écrivons cet article, la grève continue, la direction des usines Renault ne veut pas lâcher sur les revendications des 400 O.S. des presses, car elle sait que les professionnels exigent avec une force grandissante satisfaction à leurs revendications catégorielles.

Non, messieurs de la bourgeoisie, de la presse et de l'ORTF, ne croyez pas trop à votre baratin. Sur le front de classe chez Renault, le dispositif de la lutte ouvrière se met en place.

## Henri Weber inculpé

Décidément, Michel Debré, actuel ministre des Armées, fait beaucoup parler de lui.

Non content de s'opposer aux revendications des lycéens, voilà qu'il fait inculper le directeur de Rouge, Henri Weber, « d'injures publiques envers les Armées et compliqué de provocations adressées à des militaires des Armées dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires ».

H. Weber est inculpé pour avoir publié l'Appel à la constitution du Comité de Défense des Appelés. Tous les militants attachés aux libertés démocratiques prendront position, feront prendre position contre cette inadmissible atteinte aux libertés démocratiques.

## Michel Laurent

Militant de l'OCI et de l'AJS (cercle de Garges-Sarcelles).

Michel LAURENT, 24 ans, instituteur à Goussainville, militant de l'OCI et de l'AJS, est mort des suites d'une longue et douloureuse maladie.

Les militants de l'OCI et de l'AJS saluent la mémoire de Michel Laurent, militant trotskyste, qui a combattu jusqu'au bout pour la révolution socialiste.

## abonnez-vous

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

Correspondance

Rédaction - Administration

88 bis, avenue Parmentier

PARIS-11\*

C.C.P. 21.831-73 Paris

### ABONNEMENTS

1 an (48 n°) ..... 50 F

Etranger (1 an) ..... 60 F

6 mois (24 n°) ..... 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

## Achetez tous vos livres à la SELIO

87, RUE DU FAUBOURG-SAINT-DENIS — PARIS-10\*

Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis à la librairie ou envoyés dans les plus courts délais après réception du chèque correspondant.

MARX-ENGELS : Correspondance	Tome I 1835-1848	
	Tome II 1849-1891	
	Tome III (à paraître en avril)	
	l'un	30,00
L. TROTSKY : Où va la France ?		8,00
L. TROTSKY : Les Crimes de Staline - 2 volumes	l'un	7,50
Ici Prague : L'Opposition intérieure parle (Introduction et notes de Jiri PELIKAN). Un Samizdat tchécoslovaque		39,00
Victor SERGE : Vie et mort de L. Trotsky - 2 volumes	l'un	7,50
ENCORE DISPONIBLES EN QUANTITE LIMITEE :		
— Documents de l'OCI n° 1 : Programme d'action de la classe ouvrière pour le socialisme - pour le gouvernement ouvrier	Biblioteca de Comunicaci6	3,00
— Brochures OCI-AJS : — Du Front populaire à l'Union de la gauche	Biblioteca General	2,00
— Libérez les emprisonnés - le socialisme est un		2,00
et indivisible		

ATTENTION : camarades qui vous abonnez, indiquez avec précision votre numéro de code postal.



# comment unifier les 330.000 postiers ?

A quelques semaines de la réunion nationale des délégués des groupes politiques, nous ouvrons les colonnes de « I.O. » aux groupes politiques d'entreprises et de quartiers. Cette semaine, un extrait d'une déclaration du groupe politique des postiers de Paris Central téléphonique qui a été publiée et envoyée aux autres bureaux pour développer la discussion sur la nécessité de l'unité des Fédérations syndicales de postiers sur une plate-forme revendicative. C'est ainsi qu'une force se construit dans ce secteur pour préparer les voies du combat victorieux et empêcher la dislocation que représentent les grèves tournantes au moment même où le gouvernement est sur le point d'organiser la dénationalisation des Postes et Télécommunications.

Les Télécommunications passeront corps et biens au privé, peut-être dans une première étape par une société d'économie mixte. Déjà on parle de M. Galley comme Président-Directeur général.

Les chèques postaux sont purement et simplement remis en cause dans leur totalité pour réinvestir les milliards et milliards déposés dans le circuit bancaire privé. C'est tout au moins ce qu'a laissé entendre le Premier ministre avant les élections.

La poste et les centres de tri ont été hautement mécanisés. Pour 1973, il est prévu la création de 175 000 postes-cedex et de centaines de tournées motorisées remplaçant tout autant de bureaux de postes ruraux voués à la pioche des démolisseurs. Le bulletin du ministère annonce pour les centres de tri l'année de la haute mécanisation.

Comme chacun le comprend, toutes ces mesures ont pour conséquence la mise en brèche de tous les droits et garanties arrachés depuis des dizaines d'années de lutte par la classe ouvrière. Cela veut dire :

N.B. : La réunion nationale des délégués des groupes politiques que nous avions annoncée pour les 5 et 6 mai aura lieu les 26 et 27 mai.

## médecine

# les "externes" en grève

Les étudiants en médecine des quatre dernières années d'études (externes) sont en grève massive, avec le soutien d'un grand nombre d'enseignants dans presque tous les centres hospitalo-universitaires parisiens. Ce mouvement de grève commencé à la Faculté de médecine de Rennes a pour cause immédiate la décision de Giscard d'Estaing de faire payer des impôts aux externes qui touchent moins de 300 F pour leur travail du matin et 11,43 F lors des gardes d'urgence de chirurgie pour 18 heures de travail !

A la revendication d'un salaire décent s'ajoutent tous les problèmes de la formation professionnelle posés par les externes qui revendiquent le droit pour tous aux responsabilités thérapeutiques lors de leurs « stages internes » de fin d'études. Les étudiants en médecine refusent de pratiquer leur métier sans expérience réelle et d'être obligés de se « faire la main » sur leurs premiers malades.

Cette grève se déroule après une grève des chefs de clinique, des internes des hôpitaux de la Seine, des internes en pharmacie, des médecins attachés comme assistants aux hôpitaux, des étudiants de premier cycle soumis à nombreux concours : pour les uns comme pour les autres, il est devenu impossible de soigner, d'apprendre, d'enseigner.

Mais la grande presse reste muette sur cette grève. Parce qu'il s'agit là d'un dossier trop explosif qu'elle serait obligée d'entreouvrir sur le scandale de la santé et sur la responsabilité écrasante du gouvernement dans ce domaine. Du blâme lancé contre le doyen Milliez par M. Foyer, pour avoir déposé au procès de Bobigny à la provocation de Giscard contre les externes, on retrouve la même méthode de gouvernement.

Les externes s'organisent. Ils ont constitué leurs comités de grève centralisés par un Comité de coordination. Déjà un grand nombre d'enseignants les soutiennent et de nombreuses organisations syndicales : le SNESup Bicêtre, la CGT d'A. Paré, la CFDT-Créteil, A. Paré, Pitié, la section CGT des cuisines Trouseau, la CGT des médecins conseils de la Sécurité sociale, la sous-section CGT-

FO des médecins vacataires aux examens de santé de la CPCAMRP.

Les militants de l'UNEF ont été à l'initiative de la constitution des comités de grève et de soutien à la grève dans de nombreux CHU.



Hôpitaux délabrés : les médecins n'acceptent pas.

Vendredi 23 mars, après les manifestations lycéennes, le comité de coordination appela à une AG à la nouvelle faculté de médecine d'où s'organisait une manifestation de 1 500 étudiants qui se rendaient au ministère de la Santé. Le camarade Nesterenko apportait le soutien du BN de l'UNEF à la manifestation qui, autorisée au dernier moment, montrait le recul du gouvernement après la mobilisation lycéenne et étudiante du 22 mars.

M. Charret, directeur de cabinet du ministre de la Santé, recevait une délégation de cinq étudiants et répondait avec cynisme, mais non sans inquiétude, aux revendications présentées. Il déclarait en substance que la solution résidait dans la sélection, que les grèves ne l'impressionnaient guère et qu'il ne pouvait s'engager à donner satisfaction car aucun gouvernement n'était encore formé.

A bon entendre, salut !

# " les partis devant l'école "

L'Association des Journalistes universitaires vient de publier aux Editions du Seuil un livre commentant les positions politiques des partis devant « la question scolaire ». Et cela dans le cadre de la préparation des élections législatives dans laquelle, comme s'en félicite *Le Nouvel Observateur* (sous le titre « Un réjouissant symbole »), « la question de l'École (publique ou privée) a cette fois à peu près disparu de la campagne. Silence ou au moins discrétion à droite comme à gauche ».

Un sort particulier et particulièrement acerbe est réservé à l'OCI. Les plumeux du *Monde*, du *Figaro* et de *La Croix* ne pardonnent pas à l'OCI de combattre pour la révolution prolétarienne. « Pour changer l'école, il faut changer la vie et pour changer la vie il faut changer le monde, c'est-à-dire renverser l'ordre bourgeois. » Voilà ce qu'ils entendent tourner en dérision.

Pour ces gens, le scandale, c'est de ne pas considérer le capitalisme comme un système social progressif. Les mesures prises par la bourgeoisie sur la question scolaire, « remettant en cause les acquis arrachés de haute lutte au capital », et considérés par l'OCI comme des « détériorations » (ce qui est prouvé par les faits, par la dégradation continue des conditions d'enseignement depuis des années) sont au contraire envisagées par les spécialistes de la grande presse comme des mesures d'adaptation au monde moderne et donc objectivement progressives.

C'est ainsi qu'un chapitre entier est consacré à « l'enseignement privé : la victoire de la droite ». « Les trotskystes de l'OCI apparaissent désormais comme les champions de la lutte anti-cléricale. La virulence de leurs attaques contre le clergé, « féodalité économique et financière », « grand parti international de l'ordre moral », nous reporte des dizaines d'années en arrière, aux plus beaux jours de la bataille laïque. L'OCI a pris la relève des plus farouches instituteurs socialistes... »

Il va de soi que cet hommage involontaire est rendu à l'OCI par des gens qui, tout en estimant que le développement de l'enseignement privé est une victoire de la droite, s'appuient sur les rennements des partis ouvriers allant jusqu'à envisager l'entrée des prêtres dans l'enseignement public...

## Une escroquerie : la prétendue « ouverture de l'école sur la vie »

De l'UDR aux Républicains indépendants, et jusqu'au Parti radical, une même, constante : « réformer l'enseignement », Quelles réformes et pour quels objectifs ?

La décentralisation, l'autonomie, la participation, la formation permanente constituent les axes politiques communs à tous les partis bourgeois. Ce dont il s'agit, c'est de briser l'Education Nationale, le statut de la fonction publique, la laïcité de l'école, pour adapter étroitement l'enseignement aux besoins du capitalisme décadent. « L'ouverture de l'école sur la vie » constitue alors la justification idéologique des mesures réactionnaires que formulent les partis bourgeois.

Ainsi, l'UDR condamne « la hiérarchie bourgeoise des activités manuelles et intellectuelles » ; « la main c'est l'intelligence ; les manuels ne sont pas des sous-hommes ».

Les Républicains indépendants proposent « une scolarité à mi-temps s'alternant avec une activité ou une formation professionnelle ».

Pour le Parti radical, « l'éducation, par sa transformation, permettra de changer véritablement la structure sociale ».

Comme on le voit, le radicalisme verbal n'est pas l'apanage du gauchisme. Mais, derrière ces déclarations, l'objectif clairement avoué est d'interdire à la grande masse de la jeunesse l'accès aux connaissances, à la culture, à une véritable qualification professionnelle.

Marx l'expliquait dans *Le capital* :

« Le capital s'empare [du progrès des techniques] pour le consolider et le reproduire sous une forme encore plus repoussante comme moyen systématique d'exploitation... la spécialité qui consistait à manier pendant toute sa vie un outil parcellaire devient la spécialité de servir sa vie durant une machine parcellaire. On abuse du machinisme pour transformer l'ouvrier dès sa plus tendre enfance en parcellaire d'une machine qui

est comme une partie d'une autre machine. Non seulement les frais qu'exige sa reproduction se trouvent ainsi considérablement diminués, mais sa dépendance absolue de la fabrique et par cela même du capital, est consommée. »

Ce que visent les partis bourgeois, c'est la formation rapide, à un coût peu élevé, d'une main-d'œuvre dont les qualités essentielles doivent être l'adaptation, la mobilité. Cela implique à terme la destruction de l'Education Nationale et le démantèlement du corps enseignant par l'autonomie et la décentralisation.

Ainsi, l'UDR plaide « pour des chefs d'établissements responsables disposant d'une réelle autorité pédagogique vis-à-vis des professeurs, et pour un transfert au niveau local de la responsabilité détenue par le ministre ».

Le CDP milite « pour la plus grande décentralisation possible en ce qui concerne la pédagogie, les horaires, la discipline et le style de vie ».



Leur programme : détourner l'école... au compte du capital.

Sanguinetti déclare : « L'enseignement confessionnel du marxisme a détruit la laïcité. »

Et le Parti radical se prononce « contre la prolongation scolaire ».

Tout est bon pour encenser le « travail manuel ». Il ne s'agit pas de fusionner le travail manuel et le travail intellectuel, mais de « décultureliser » l'enseignement afin de « former » le travailleur comme un « automate » inculte et sans qualification. La division entre le travail manuel et le travail intellectuel engendré par le mode de production capitaliste prend aujourd'hui l'aspect hideux de la dégradation et du travail manuel et du travail intellectuel.

Dans une telle situation, les partis ouvriers, à partir du moment où ils abandonnent le terrain de la lutte de classes, de la lutte pour la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, sont amenés à ouvrir toutes les portes de l'Education Nationale... au patronat et à l'Eglise.

C'est ainsi que P. Juquin déclare : « Il n'est pas évident pour beaucoup de gens qu'il faille prolonger l'obligation scolaire jusqu'à dix-huit ans. Avant dix-huit ans, une formation peut et doit être donnée sur le lieu de travail. »

A partir de là, la direction du PCF considère évidemment comme positives les lois sur la formation professionnelle confiant la jeunesse dès quatorze ans au patronat !

De la même manière, la nécessité, pour la bourgeoisie, de remettre en selle une Eglise non seulement en crise mais ayant perdu une partie de ses positions dans le peuple amène P. Juquin à accepter l'entrée des prêtres dans l'école. Il considère comme fondées les exigences de la bourgeoisie sur l'école : détruire la laïcité et inféoder la jeunesse au capital aussi sûrement que le serf l'était au seigneur.

Nous reviendrons sur la question de la formation professionnelle dans l'I.O., ainsi que sur les positions politiques développées par le Parti Communiste qui ne sont pas eux, devant l'école, mais contre l'école.



# LYCÉENS : PAR CENTAINES DE MILLIERS, C

## premiers enseignements...

Par dizaines et centaines de milliers, à travers tout le pays, les lycéens manifestent contre la loi Debré. Les étudiants amorcent contre le DEUG une mobilisation. De toutes parts, de tous côtés, les augures officiels, les journalistes-spécialistes suggèrent des explications :

« Ils défendent des privilèges ». Les lycéens répondent : « Chacun a droit sur sa demande, au sursis ». Les augures continuent à chercher. Ils ont trouvé : « C'est le printemps, il fait beau ». Admirez l'insondable profondeur de la pensée de ceux qui ont pour profession de diriger ou de fournir des explications sur le comportement de « l'opinion publique ». Et puis vient l'explication péremptoire : « C'est la jeunesse » !

Ce que ces messieurs et dames, députés, ministres, journalistes, sociologues désemparés, considèrent comme un événement fortuit, a été longuement préparé. Ce qui les prend à l'improviste est cependant le complément du plus long travail d'une situation qui mûrit.

Ces messieurs et dames balancent. Bientôt, tout ensemble, ils vont trouver l'explication définitive :

« Ce sont les agitateurs » qui sont responsables. D'aucuns se prêtent à ce jeu, ils veulent à tout prix être considérés comme ceux qui ont tout prévu, tout dirigé !

Il n'en n'est rien. Le calme impressionnant des manifestations lycéennes, la discipline exemplaire des défilés, attestent que ce sont là des événements conduits de plus loin, mieux préparés que l'on ne se le figure, et pourtant les moins prévus, sinon les moins « dirigés » dans le sens classique du terme.

Ces manifestations ont surgi dans la filiation légitime d'une situation où la masse lycéenne dresse son refus de la sélection, son refus de l'injustice. En dernière analyse, les lycéens exigent le droit aux études, le droit au métier que la loi Debré leur conteste. Ils veulent en finir avec la société capitaliste qui bouche toutes les issues.

Sous cet angle, la sympathie des travailleurs qui entoure les manifestations des lycéens n'est pas la simple traduction de la sympathie des « adultes » pour la jeunesse. Cette sympathie affirme une compréhension qui se renforce de ce que les

aspirations lycéennes entrent comme partie composante des aspirations des masses laborieuses.

Les mouvements lycéens avec leur forme spécifique et leur caractère propre forment les premiers anneaux de la chaîne qui verra les masses laborieuses affronter dans les usines, les bureaux, les localités le régime capitaliste.

Une constatation qui est un enseignement : c'est de la masse même des lycéens que s'est dégagée, comme masse, la direction du mouvement, le comité de grève élu. Tout ce qui concourrait à unir était accepté. Tout ce qui entraînait la division était tout simplement rejeté. Chaque lycée avait désigné sa propre direction, son propre service d'ordre. Et les services d'ordre « casqués » que la presse a complaisamment mis en avant ne comptaient pour rien.

Par centaines de milliers, les lycéens ont manifesté. Par centaines de milliers ils se sont organisés ; par centaines de milliers ils ont constitué leur propre encadrement duquel se dégageront les cadres.

## "UNITÉ ! UNE SEULE MANIF"

Contre la division, « Unité ! Une seule manif ! », criaient les lycéens de Jules-Ferry, lorsque le cortège où ils se trouvaient, précédé d'une banderole de l'UNCAL, a croisé l'immense manifestation conduite par les lycéens de Jacques-Decour, qui comprenait alors plus de 100 000 lycéens.

Pourquoi deux manifestations ? Jérôme, de St-Denis, explique : « Les lycéens ne comprennent pas pourquoi eux, ils étaient là, à tourner en rond, alors que la manifestation était ailleurs. Même le responsable de la JC du lycée

ne savait pas ce qu'il faisait, où il allait. « Quand nous avons croisé la manifestation, des lycéens ont voulu sortir du cortège, pour rejoindre les autres, mais le service d'ordre les en a empêchés.

« Puis l'ordre de dispersion a été donné vers 16 h 30. Nous sommes rentrés chez nous, et nous avons entendu à la radio que la manifestation continuait, que les lycéens se faisaient matraquer par la police. NOUS N'ETIONS PAS AVEC EUX. POURQUOI ? »

Les lycéens de Jules-Ferry, adhérents de l'UNCAL n'ont pas compris. Comme ceux du lycée de Fresnes, dans la banlieue parisienne.

C'est un lycée particulier : il ne comprend que des classes de seconde. Il y a environ 300 élèves.

Le militant de l'UCL diffuse « l'Étincelle ». Des militants anarchistes l'achètent, le lisent, on discute ; ils sont d'accord : ils diffusent eux aussi « l'Étincelle ».

Deux militants de l'UNCAL de ce lycée n'ont pas voulu suivre la manifestation de division de l'UNCAL : ils ne comprennent pas pourquoi l'UNCAL a manifesté le 21 mars, s'opposant à la manifestation du 22, puis y appelant le jeudi matin.

Les militants de l'UNCAL du lycée de Cachan, non plus, n'ont pas compris : ils ont posé la question à leur dirigeant. Pas de réponse. Ils ont acheté « l'Étincelle », ils ont décidé d'en discuter avec l'UCL.



## au lycée voltaire

« A bas la loi Debré ! »  
« Rétablissement et extension des sursis ! »  
« Debré, ça suffit, nous voulons nos sursis ! »

L'Assemblée générale décide solennellement qu'aucun autre mot d'ordre ne sera crié.

Les lycéens de Voltaire ne partent pas seuls : les ont rejoints, avant que leur cortège s'ébranle, les élèves de trois écoles privées du quartier, dont ceux de l'école Bonaparte et les élèves d'un CET.

Ils rencontrent le lycée Colbert dans le métro : c'est un flot de lycéens qui envahit les couloirs du métro. Tous à la place d'Italie.

Les militants de la JC et de l'UNCAL de Voltaire ont manifesté dans le cortège de Voltaire.

L'AG a interdit le port de casques et de bâtons et a décidé que seraient expulsés de leur cortège tous ceux qui en porteraient. Les lycéens comprennent que leur manifestation est chose sérieuse. Ils n'entendent pas faire du théâtre.

Les forces de l'ordre chargent. Des lycéens sont matraqués. La population manifeste sa sympathie : de leurs fenêtres les habitants du quartier crient leur dégoût à la police. Nombreux ouvrent leurs portes pour donner refuge aux lycéens poursuivis et matraqués.

Ils sont recueillis, soignés, on leur donne à manger.

## les c.e.t. aussi

Francis, élève du CET du bâtiment de Massy (91) explique :

« Deux jours avant la manifestation du 22 mars, des gars du CET de Montrouge sont venus : ils sont intervenus dans les classes sur la loi Debré, sur ce qui se passait dans les lycées.

Le directeur, les professeurs, les ont sortis du lycée.

Le 21, nous étions quand même vingt à faire la grève.

Le 22 au matin, on s'est réunis et on s'est dit : aujourd'hui c'est la journée nationale, on ne rentre pas, faisons la grève comme les lycéens, pour l'abrogation de la loi Debré.

Nous nous sommes rendus aux Gobelins, à Paris, après avoir été rejoints par les élèves du lycée technique Villegentis, du lycée de la Poterne.

Mais nous avons des difficultés à nous organiser, à manifester parce que nous n'avons pas le droit de sortir du CET.

Pourtant, le 23, le lendemain de la grande manifestation, avec Villegentis et La Poterne, nous avons manifesté à 3 000 dans les rues de Massy.

Les gens nous applaudissaient aux fenêtres. Quand nous sommes rentrés, par le métro, les contrôleurs nous ont laissés passer sans payer. »

## décidément...

Combien étions-nous, 30 ou 40 000 encore lorsque, vers 20 heures, près de la Poterne des Peupliers, les forces de l'ordre bloquaient le cortège des lycéens parisiens. Le Collectif Lycéens-Étudiants de Paris où la Ligue Communiste est majoritaire négocie avec la police, mais Marcelin ne veut rien entendre. Les milliers de lycéens rassemblés crient : « CRS, dispersez-vous ! »

Un militant de la Ligue Communiste prend la parole et appelle à la dispersion. Des milliers de voix répondent : « Ligue trahison ! »

Des lycéens expliquent, rageurs : « Nous pouvons passer, nous sommes une force considérable, avançons. »

La Ligue répond : « Dispersion. »

La police tire des grenades et commence à matraquer. Devant, c'est la panique. Des militants de la Ligue Communiste discutent entre eux, certains sont contre la dispersion, d'autres, paniqués, exigent son application immédiate.

C'est le désordre, l'anarchie la plus complète. La police charge, les militants de l'UCL protègent le cortège avec de nombreux militants de la Ligue Communiste qui résisteront jusqu'à la fin au service d'ordre.

Simon Filoche (dirigeant de la Ligue Communiste) qui restera jusqu'à la fin avec des militants de l'UCL, on cherche en vain les dirigeants de la Ligue toujours prêts « à l'affrontement ».

Samedi 24 mars, plus de 600 délégués des lycéens de France sont réunis en coordination. Deux motions s'opposent : la première présentée par des militants de la Ligue Communiste, la seconde par des militants de l'AJIS délégués de leurs comités. La première préconise l'organisation d'une journée d'action le 2 avril, jour de la rentrée parlementaire, la seconde l'organisation à l'initiative des comités de la grève générale des lycéens.

Le camarade Field, président de séance, met aux voix. Qui est contre la grève générale ? Des mains se lèvent. Qui est pour ? Des centaines de mains se lèvent, c'est la majorité absolue. Dans un coin de la salle, un lycéen militant des Comités Rouge murmure, après avoir voté pour la grève générale : « C'est curieux, on dirait que la Ligue veut faire rentrer le mouvement... »

Décidément.

## l'ap de la coordina (24)

Nous étions des centaines de milliers, de la loi Debré ; pourtant Debré et Fonta  
— La lutte continue.  
— La lutte doit s'amplifier.  
— Debré doit céder.  
Réunis samedi 24 mars en coordination grève et des Comités contre la loi Debré  
— à débrayer, à occuper les lycées, à lycées de France

Contre la loi Debré, Pour le rétablissement et l'extens Contre l'embranchement de la jeu — à populariser notre lutte auprès d du contingent.

Cette lutte doit s'étendre aussi aux la date d'incorporation, la suppression d Restons unis dans l'action, c'est le m avec les étudiants, les jeunes des CET, l Ils veulent que notre mouvement pou Lundi, mardi, grèves, manifestations.

Le mercredi 28 mars se réunit à Pari tif National, représentant des centaines dans la rue, doit y être reçu, non pour d'ordre.

A cette même date, les Comités de devant les entreprises, des marches en nes. Les Comités de grève contacteront a FO, FEN), pour qu'ils soutiennent notre

Le 28 mai, dans toutes les villes de tions, organisées par les coordinations d avec la présence de jeunes travailleurs.

Le 2 avril, date d'ouverture de la ses trale de rue regroupant les lycéens, les ét

CE N'EST QU'UN DEBUT. CONTINUO





# CONTRE LA LOI DEBRÉ, ILS SE SONT ORGANISÉS...

aux avant-postes, les jeunes révolutionnaires...

## 7-8 avril : RENCONTRE NATIONALE LYCEENS-ELEVES DE C.E.T.

Combien étaient-ils ?  
60 000, 80 000, 100 000... A ce niveau, le chiffre est secondaire.

Entraînés par des dizaines de milliers de lycéens, élèves de CET, et étudiants sont descendus dans la rue le 22 mars à l'appel des comités contre la loi Debré. En queue de cortège, protégés par un cordon de service d'ordre, 3 à 4 000 jeunes défilaient sous les banderoles de l'UNCAL, encadrés par de nombreux permanents...

Bravant l'interdiction préfectorale, malgré la police et les matraqueurs, des dizaines de milliers de lycéens ont pris la rue. Le trait dominant de cette manifestation ? La maturité politique. Chaque lycée était organisé avec son propre service d'ordre, sa banderole, conduit par les délégués élus et révoqués en Assemblée Générale, scandant les mots d'ordre préalablement adoptés par les Assemblées Générales de lycéens.

Quelles que soient les suites de la mobilisation amorcée, contre la loi Debré, un fait politique central peut d'ores et déjà être dégagé : les lycéens ont rejété

les manœuvres de division des dirigeants de l'UNCAL et du PCF, les tentatives de manipulation pour imposer sur le mouvement leur contrôle. De ce point de vue, la jeunesse dans sa mobilisation, intègre le bilan des mouvements des ouvriers de la RATP.

« A bas la loi Debré, rétablissement immédiat des sursis », ces mots d'ordre et d'autres plus ironiques : « Ah Debré, si ta mère avait connu l'avortement », « la manif est interdite », expriment la puissance du mouvement, la joie, l'enthousiasme créés par l'unité réalisée.

L'UCL a tenu et tiendra sa place dans ce combat. Elle a exprimé à chaque instant en termes clairs la volonté des lycéens de contrôler leur mouvement, de réaliser l'unité.

Chaque lycéen, chaque élève de CET, chaque étudiant présent dans la mobilisation contre la loi Debré, comprend en mesurant la force rassemblée, que si la jeunesse s'unit en Assemblées Générales dans tous les secteurs, élit ses représentants, révoquables à chaque instant, centralise et coordonne sa volonté d'unité et d'action, alors une force immense se dressera contre le Capital et son gouvernement : c'est cela, les Etats Généraux de la Jeunesse !

Ce que les lycéens et en partie les élèves de CET commencent à réaliser, doit être élargi à toute la jeunesse, à tous ses secteurs.

Réuni les 24 et 25 mars, le Comité National de l'AJS a étudié la situation politique, en intégrant les premiers résultats de la mobilisation contre la loi Debré.

Dans toutes les villes de France, quelle que soit leur importance, les lycéens se mobilisent, forts du soutien et de la sympathie de la population et des travailleurs. La mobilisation des lycéens, par delà la lutte contre la loi Debré, concentre toutes les aspirations de la jeunesse à en finir avec cette société. Ce qui se passe dans les lycées se passera demain dans tous les secteurs de la jeunesse.

Ce qui se passe dans les lycées doit servir à préparer l'action unie et victorieuse de toute la jeunesse contre le capital.

Le Comité National de l'AJS a décidé de convoquer pour les 7 et 8 avril à Paris une rencontre nationale de lycéens et d'élèves de CET.

Quelque 700 délégués sont attendus. L'objectif de cette rencontre : tirer le bilan du mouvement, poser concrètement le problème de la jonction avec la classe ouvrière. Dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, les jeunes du foyer de cheminots se sont réunis, ont décidé de se constituer en comité de jeunes pour les Etats Généraux, d'aller voir leurs camarades de travail, d'obtenir le soutien des travailleurs adultes, de prendre leurs affaires en main !

Tous les secteurs de la jeunesse peuvent être unifiés.

La bataille pour les Etats Généraux correspond aux aspirations de centaines de milliers de jeunes : se rassembler, discuter de la situation, dégager les mots d'ordre d'unité, élire des délégués, les coordonner, à tous les niveaux, assurer à tous les niveaux la représentation permanente de la jeunesse, réunir tous les délégués au niveau du département, de la région, du pays, tel est l'objectif des Etats Généraux de la jeunesse. C'est-à-dire créer les conditions de l'action victorieuse en assurant à tous les niveaux la représentation de la jeunesse par ses délégués.

Qui peut convoquer des Assemblées Générales de masse, qui peut convoquer les Etats Généraux de la Jeunesse ? Toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière.

Dès cette semaine, les cercles de l'AJS vont agir, rassemblant les jeunes dans les quartiers, les MJC, les FJT, constituer les premiers comités de jeunes qui agiront pour rassembler d'autres jeunes, aller les chercher, les convoquer, les gagner à la nécessité d'être nombreux, unis, pour imposer la convocation d'Assemblées Générales, au niveau des quartiers, au niveau de tous les regroupements de jeunes. Ces Comités intégrant naturellement les revendications de la jeunesse, prendront toutes les mesures politiques pour organiser une campagne nationale de dénonciation du capitalisme, s'assureront ainsi la sympathie et le soutien des travailleurs et de leurs organisations, rendront compte de leurs débats, de leurs actions, par tracts et affiches.

## Appel à la manifestation nationale (22 mars)

à Paris et en province, pour l'abrogation de la loi Debré. Les lycéens ne l'ont refusé.

La manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

Appel à la manifestation nationale, les délégués des Comités de lycéens appellent tous les lycéens et lycéennes : organiser la grève générale dans tous les lycées.

## Les lycéens ne sont pas isolés ...des enseignants

Le 21 mars, la section syndicale du lycée Buffon consultait le personnel pour le soutien que les enseignants se devaient d'accorder aux revendications des lycéens.

— ABROGATION DE LA LOI DEBRE, — RETABLISSEMENT DES SURSIS.

A bulletins secrets et à une large majorité des votants, la grève était décidée. Mais un problème doit être discuté. Les lycéens unanimes se sont mis en grève. Plusieurs centaines de milliers ont manifesté, jeudi 22 mars. Dans ce mouvement ils bénéficiaient du soutien de toutes les couches et catégories de travailleurs.

Les confédérations ouvrières ont protesté contre cette loi. Le SNES a protesté contre cette loi et il a affirmé : « Poursuivre les contacts avec les organisations représentatives concernées en

vue d'une initiative nationale unifiée sur cet objectif. » C'est le 15 mars. Alors, pourquoi avoir appelé à soutenir la journée du 21 mars organisée par l'UNCAL et l'UNEF-Renouveau alors que l'unité des lycéens, soutenus par la population, se réalisait le 22 mars ?

Pourquoi s'être tu sur le 22 mars ? Dans tous les lycées, les enseignants ont interprété la journée du 21 mars comme une manifestation de diversion au 22 et nombreux sont ceux qui pensent, comme le dit la motion syndicale SNES de Buffon : — les lycéens ne doivent pas être isolés, — les lycéens ne sont pas isolés : que le syndicat des enseignants des lycées joue son rôle : unité lycéens-enseignants : pour l'abrogation de la loi Debré, pour le rétablissement des sursis.

## LA RESOLUTION DU S1 DE BUFFON

« Nous constatons que la position de la direction du SNES est indigne d'un syndicalisme indépendant et démocratique. Après avoir soutenu la manifestation du 21 dont la politique de division a abouti à son échec, la direction du SNES s'est abstenue d'apporter son soutien au 22 mars, journée organisée dans l'unité par les lycéens. Ces lycéens bénéficiaient, le 22 mars, du soutien de la population. En s'abstenant de soutenir cette manifestation massive et unitaire, la direction du SNES a cherché à isoler les lycéens de l'ensemble de la population.

« La direction du syndicat enseignant le mieux placé pour exprimer aujourd'hui la jonction entre les lycéens et les travailleurs a choisi la voie du partisanisme politique. »

## ...des parents d'élèves

L'Union Académique de Paris (Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public PEEP Armand), réunie le 23 mars 1973 :

— estime qu'il y a lieu de suspendre l'application de la loi dite Loi Debré, en ce qui concerne la suppression des sursis,

— demande sa révision, dès la première session de la nouvelle législature,

— décide que cette prise de position sera transmise aux parlementaires et aux Pouvoirs publics.

## LE « SERVICE D'ORDRE » AU LYCEE LECOURBE

Jeu 22 mars, le lycée est en grève.

Le matin, l'Assemblée Générale désigne un service d'ordre. Celui-ci se réunit. Discussion sur ce que doit être le service d'ordre, son rôle dans une manifestation, comment il doit fonctionner.

13 heures — Sit-in des lycéens devant le lycée : 350 environ. Le délégué à la coordination arrive : « Denfert est un "Fort Chabrol" ». On décide alors que le rendez-vous serait à la gare Montparnasse.

13 h 30 — Le service d'ordre se met en chaîne devant le lycée. Les élèves sortent, accompagnés de quatre de leurs professeurs. Les militants de l'UNCAL partent aussi avec eux, pour la gare Montparnasse. L'un d'entre eux, par ailleurs militant du PC, fait partie du service d'ordre du lycée. La politique de la direction du « parti » ne passe pas.

Le service d'ordre lycéen joue pleine-

ment son rôle : il veille à ce que tout le monde prenne bien le métro.

Dans la manifestation, c'est le service d'ordre qui rétablit l'ordre et le calme quand des heurts se produisent avec la police, quand les grenades lacrymogènes explosent ; quand, ce que les lycéens appellent eux-mêmes « les provos », essaient de s'insérer dans le cortège, c'est le service d'ordre qui les en expulse.

Devant la gare Montparnasse, les élèves de Lecourbe ne sont pas seuls : ils retrouvent Buffon, Villon, Raspail, les lycées de la banlieue, Versailles, Saint-Cloud, etc., ils sont déjà plus de 10 000 qui remontent le boulevard Montparnasse.

Le lendemain, au matin, les lycéens de Lecourbe tirent le bilan de leur manifestation : succès de la manifestation : ils votent la confiance à leur comité de grève qui a rempli son mandat pendant la manifestation.

## 25 000 travailleurs de Dijon avec les lycéens

A DIJON, 25 000 travailleurs apportent leur soutien aux lycéens.

Dès le mercredi 14 mars, c'est une manifestation de 5 000 lycéens dans Dijon.

Le soutien des enseignants.

Le samedi 17 : c'est le congrès départemental du SNES.

A la suite de signatures d'enseignants sur un appel pour le soutien aux lycéens, le congrès vote :

— grève des enseignants le 22,

— appel au BN du SNES pour grève nationale,

— soutien total, participation du SNES avec banderoles à la manifestation du 22,

— rectificatif des articles publiés au nom du bureau du S2 dans la presse locale et appelant les lycéens à la reprise des cours.

A Dijon, le SNES a pris ses responsabilités en soutenant la manifestation du 22 mars. A Paris, la direction nationale du SNES, appliquant les directives du PCF, a refusé de prendre les siennes.

Les lycéens qui se sont mis en grève à Dijon pour obtenir l'abrogation de la loi Debré, n'entendent pas se laisser impressionner : ils dirigent leur grève et savent où ils vont.

Cette fermeté, cet ordre, cette volonté de vaincre qui animent ces milliers de lycéens, entraînent le soutien des enseignants et du SNES.

C'est ainsi aussi qu'ils ont pu recueillir auprès de la population de Dijon, les travailleurs, les habitants, dans la rue, chez les commerçants, 25 000 signatures.

En témoigne aussi la discussion entre le délégué lycéen du comité de grève et un responsable de la FEN de la Côte d'Or :

— le responsable de la FEN : la continuation de votre grève irrite l'opinion publique. Rentrez maintenant.

— le délégué lycéen répond : vous parlez au nom de qui, de l'opinion publique ou de votre syndicat, la FEN ? Occupez-vous, vous, des enseignants, nous on s'occupe de l'opinion publique. Et le lycéen présente alors les 25 000 signatures recueillies dans Dijon.

Le 22 mars, à Dijon, ils étaient 10 000, lycéens et étudiants, à manifester dont 1 000 étudiants sous les banderoles de l'UNEF.

A Dijon, aujourd'hui, 11 lycées et CET sont en grève.

Des délégations de lycéens, venues par car de Dijon, ont le soutien de Bourges, Auxonne, Châtillon-sur-Loire, Beaune, certains avec leurs enseignants, sont venus manifester à Dijon le 22 mars.





# le spectre de l'assemblée populaire

Voici quelques semaines, le colonel Banzer a pris une initiative insolite. Il a fait acheter, et payé au prix fort, une page de publicité dans tous les journaux du pays. Et il a ainsi publié le programme et les objectifs de l'Assemblée Populaire de 1971, ce « premier soviet d'Amérique latine », accompagné de la liste de tous les délégués à la première session de cet organisme.

Le spectre de l'Assemblée Populaire hante les nuits des colonels boliviens. Il leur faut à tout prix agiter la menace de la révolution prolétarienne pour tenter de rallier au régime la faible bourgeoisie bolivienne et les diverses couches de la petite bourgeoisie.

Car, en face, la classe ouvrière redresse la tête.

La dévaluation brutale du mois d'octobre 1972 et les puissantes et héroïques manifestations par lesquelles les travailleurs et étudiants de La Paz ont répondu alors à cette grave atteinte à leurs conditions d'existence, ont été suivies du développement d'une très grande activité dans les principales corporations, et dans les organisations syndicales qui avaient été sauvegardées après le coup d'Etat militaire.

lisme nord-américain ! On mesure son impasse et sa banqueroute, mais aussi le danger extrême qui pèse sur les masses.

La conduite de Paz Estenssoro, principal dirigeant du MNR (1), qui a tenu à se dissocier de la dévaluation décidée en octobre et du comportement de certains militaires indique que Banzer n'inspire plus grande confiance aux cercles dirigeants de la bourgeoisie bolivienne qui estiment difficile, voire impossible d'appliquer la politique du bain de sang.

C'est ainsi que, début mars, Banzer a été obligé d'annoncer qu'il prolongeait l'état de siège pour trois mois de plus, et qu'il se donnait le même délai pour donner sa réponse définitive aux revendications ouvrières.



Puissante manifestation du prolétariat bolivien à La Paz le 1<sup>er</sup> mai 1971. Aujourd'hui, ses capacités de combat restent intactes.

Piémuns et Conférences de la Fédération des Mineurs et des travailleurs des industries manufacturières se sont succédé pour définir les positions des travailleurs et organiser leur action. Les cahiers de revendications ont été déposés, exigeant des hausses de salaires équivalentes à la perte de pouvoir d'achat subie par les travailleurs du fait de la dévaluation.

La réponse du régime Banzer a été double : d'un côté, il a « accepté » l'ouverture de négociations avec les organisations syndicales, mais en laissant ces négociations traîner en longueur ; de l'autre, il a institué début décembre l'état de siège pour une durée de trois mois, se donnant ainsi les moyens « légaux » d'une action répressive encore plus arbitraire, brutale et sanguinaire. Ce qui ne veut pas dire qu'il sera nécessairement en mesure de les appliquer.

Et pourtant, le renforcement très sensible du prolétariat bolivien au cours de ces derniers mois, combiné avec l'accentuation des contradictions où se débat le régime, fait qu'aujourd'hui il ne semble pas y avoir pour Banzer d'autre issue que l'affrontement sanglant avec les secteurs les plus organisés de la classe ouvrière pour essayer de les décapiter et de les écraser.

Masas, organe central du POR, apprécie ainsi la situation : « Les militaires assassins ont acquis la certitude que, s'ils veulent se maintenir dans le pouvoir qu'ils ont usurpé, ils n'ont plus d'autre choix que de tenter de noyer dans le sang le prolétariat dans tout le pays. »

C'est pourquoi il leur faut agiter l'épouvantail du pouvoir de la classe ouvrière, de l'Assemblée Populaire qui préparait la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois et de la propriété privée. Voilà comment Banzer espère faire autour de lui l'unité de tous les partisans de la propriété privée et de la subordination à l'Impéria-

lisme nord-américain ! On mesure son impasse et sa banqueroute, mais aussi le danger extrême qui pèse sur les masses.

La capacité du prolétariat à sortir victorieux de cette phase critique repose entièrement, ainsi que le surnom Masas, sur l'unité sans faille qu'il saura maintenir dans ses rangs. Inversement, c'est la division entre les différentes organisations ouvrières qui risque de constituer le seul élément permettant à Banzer d'avancer dans l'application de ses plans.

Journal sur journal et tract sur tract édités par le POR, ses fédérations régionales et les organisations syndicales que celles-ci impulsent, indiquent inlassablement que le front unique de classe du prolétariat constitue son unique sauvegarde.

Dans la perspective de l'affrontement qui s'annonce, le prolétariat s'apprete à engager la lutte au moyen de la grève générale. Mais celle-ci, insiste le POR, exige « l'organisation de Comités de préparation de la grève, fermement implantés dans la base. Précipiter des grèves isolées serait un crime contre le mouvement ouvrier dans son ensemble (...). Banzer va accentuer ses tentatives pour diviser les ouvriers, opposer un secteur à un autre : la réponse du prolétariat doit être la sauvegarde de son unité inébranlable. C'est là sa seule force, sa seule garantie de victoire ! »

C'est là un langage que les militants français comprennent entièrement. Il s'agit d'un combat pour lequel ils ne ménageront pas leur solidarité profonde et complète avec le prolétariat bolivien et son parti, le POR.

(1) Parti nationaliste bourgeois, porté au pouvoir par la révolution de 1952, qui a soutenu le putsch de Banzer en 1971.

# les révolutionnaires et le « labour party »

« Détente dans le climat social », titre Le rigoro du 26 mars, annonçant la fin de la grève des gaziers. Mais le correspondant londonien doit cependant modérer son optimisme : « On est encore loin cependant d'être sorti de l'impasse. Les charbonnages restent sous le coup d'une forte agitation. Le risque de grève n'est pas éloigné non plus en ce qui concerne les chemins de fer. »

Non, plus qu'une « détente » ou une « trêve », c'est à une période d'attente, à un « round d'observation » que l'on assiste. La direction confédérale des Trade-Unions reprend contact avec le gouvernement. Le secrétaire général du TUC, M. Vic Feather, va rencontrer Heath pour lui proposer la formation d'une commission d'enquête dans la Santé publique afin de voir si les salaires des travailleurs hospitaliers sont assez bas pour que l'on transgresse en leur faveur le « code des revenus » qui a désormais force de loi.

Toutes les contradictions du moment présent de la lutte des classes en Grande-Bretagne se retrouvent dans ces faits. La « solidarité » avec les travailleurs hospitaliers, proclamée par la direction du TUC, aboutit à ce rendez-vous entre le représentant officiel le plus élevé du mouvement syndical et l'organisateur de la lutte anti-ouvrière : tous deux acceptant comme point de départ de leurs conversations la politique autoritaire des revenus. Mais les déclarations de soutien du TUC ont renforcé la détermination des travailleurs et des heurts violents ont éclaté entre la police de Heath et les piquets de grève.

## Quelle issue à la crise ?

La politique des « grèves tournantes » à quoi se ramène la ligne de conduite de la direction des Trade-Unions porte ses fruits amers : les gaziers rentrent sans avoir obtenu satisfaction. Mais d'autres secteurs se préparent à la lutte et l'expérience des gaziers renforce la volonté des travailleurs de voir généraliser leur action.

La direction des Trade-Unions accepte que se disloque le puissant mouvement de résistance des travailleurs britanniques mais l'organisation d'une grève générale le 1<sup>er</sup> mai, que lui a imposée la récente conférence extraordinaire des Trade-Unions, si elle ne constitue pas une mesure suffisante, à elle seule, pour vaincre le gouvernement conservateur, représente pourtant, pour des millions de travailleurs, un moyen de centraliser politiquement leur action.

Puisque cette semaine la situation semble, pour un instant, immobile, proposons-en pour commencer à répondre au souci manifesté par plusieurs lettres de lecteurs. Quelle est la politique des organisations qui se réclament de la révolution socialiste ? Commençons par la Socialist Labour League (SLL) dont on sait que bien que se proclamant « section de la IV<sup>e</sup> Internationale » n'a pas hésité — pour éviter le développement d'une véritable discussion — à faire élire le Comité International qui lutait pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Aujourd'hui, la SLL continue de déployer en Angleterre une importante activité dont les résultats témoignent de l'attraction que représente aujourd'hui dans ce pays le trotskisme, de la recherche d'une politique révolutionnaire par des milliers de militants : c'est ainsi notamment qu'elle a rassemblé à Londres plusieurs milliers de travailleurs et de jeunes — 10 000 d'après les organisateurs — pour assister à un meeting doublé de la présentation d'une vaste fresque théâtrale consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier anglais.

Mais — nous le notions dans le précédent numéro d'Informations Ouvrières — la question de la construction du parti révolutionnaire en Grande-Bretagne ne saurait se poser en faisant abstraction de ce que signifie le Labour Party, de sa place dans la lutte des classes.

Aujourd'hui, la crise du Labour Party s'exprime en particulier dans le fait que ses divisions se révèlent au sommet de façon nette. Il existe un parti du groupe parlementaire, dans lequel l'aile liquidatrice (les pro-Européens à la Jenkins, les alliés des « libéraux ») trouve les appuis à sa politique de séparation d'avec les syndicats, c'est-à-dire à la désintégration du Labour Party. Une direction (Wilson, Barbera Castle) qui fait assaut de démagogie et cherche à concilier l'in-

conciliable. Enfin, une « gauche » (c'est-à-dire des dirigeants qui se présentent comme les défenseurs des syndicats) qui semble avoir peur et de son ombre et surtout de ce qu'elle pourrait déclencher, mais derrière laquelle se profile ce qui fait la force du Labour Party : ses liens avec l'ensemble de la classe ouvrière organisée, son unité organique avec les syndicats.

## L'attitude de la SLL

Quelle est l'attitude de la SLL par rapport à cette situation ? Son quotidien, Workers Press, dans son numéro du 14 mars, publie une déclaration du Comité politique de la SLL qui appelle à une conférence extraordinaire du Labour Party. « La tenue d'une telle conférence est aujourd'hui d'une importance vitale », dit la déclaration qui précise que l'un des buts d'une telle conférence serait de « nettoyer le parti » de son aile droite car « plus ils s'incrument (les dirigeants de l'aile droite) dans le parti, plus grands sont les dangers pour la classe ouvrière ».

Et la déclaration s'achève en assurant que : « La SLL appelle tous les membres des Trade-Unions et du Labour Party à forcer le Labour Party et le TUC à mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière pour faire démissionner le gouvernement conservateur ; à adopter une politique socialiste pour faire face à la crise. Dahors Jenkins et les traités du Labour ! Pour organiser tout de suite une conférence extraordinaire du Labour Party. »

On pourrait ériger sur tel ou tel terme. Mais cette exigence d'une conférence extraordinaire du Labour Party pour chasser les liquidateurs comme Jenkins correspond certainement au sentiment de milliers de militants. C'est un mot d'ordre sérieux. Mais la SLL le prend-elle, elle-même, au sérieux ?

On peut en douter, car voilà une organisation qui bénéficie d'un quotidien, qui consacre sa « une » du 14 mars à lancer ce mot d'ordre dont elle dit qu'il s'agit de quelque chose « d'absolument vital », puis qui l'oublie ! Il n'y a plus — jusqu'au numéro du 21 mars inclus, le dernier numéro de Workers Press que nous ayons en notre possession, que de brèves références — pour mémoire — à ce mot d'ordre. Est-ce ainsi, lorsqu'on dispose d'un quotidien, que l'on mène campagne sur une question vitale ?

Ce n'est pas un problème de technique journalistique. La légèreté — toute journalistique — avec laquelle la SLL agit dans cette affaire est un problème politique. Si l'on veut prendre et faire prendre au sérieux le mot d'ordre d'une conférence extraordinaire du Labour Party, il faut prendre au sérieux les implications politiques de ce mot d'ordre.

Il s'agit, contre les liquidateurs, de défendre le Labour Party. C'est donc que l'existence du Labour Party — indépendamment de la politique de sa direction, et c'est pourquoi l'on ne met pas, à juste titre, Wilson sur le même plan que Jenkins le destructeur — est inséparable de la défense des droits et des acquis de la classe ouvrière.

La particularité du Labour Party, c'est que les syndicats, en tant que tels, y sont affiliés. Tout militant des Trade-Unions est donc « potentiellement » un militant du Labour Party. « Potentiellement », car il n'est pas astreint à participer à la vie de sa section et, le plus souvent écourté par le parlementarisme et les capitulations des dirigeants du Labour, il l'a désertée.

Mais si, aujourd'hui, c'est un combat « vital » que d'expulser ceux qui appellent à la destruction du Labour Party, ne faut-il pas appeler les militants qui sont à l'avant-garde des grèves contre le gouvernement, à occuper effectivement la place qui est la leur dans le Labour Party pour en chasser les ennemis avérés du mouvement ouvrier ? Faute de quoi le mot d'ordre de « conférence extraordinaire » devient une abstraction.

Cela entraîne de nombreuses conséquences et bien des problèmes politiques que Lénine et Trotsky, d'ailleurs, avaient déjà abordés. Comment la SLL y fait-elle face aujourd'hui ?

Quelle signification a le fait qu'elle prétend, « nous peu », proclamer le parti révolutionnaire ? Comment cette « proclamation » qui constitue l'axe de sa politique se combine-t-elle avec la perspective d'un combat effectif au sein du Labour Party ?

Léonora de Commencement  
Tempore Generali  
Duc

Ce sont là les questions que nous traiterons dans notre prochain article.



# Que s'est-il passé le 15 mars ?

Depuis le début de l'année, la presse hongroise a consacré une large place aux préparatifs de la fête nationale du 15 mars. C'est qu'il s'agissait cette année de célébrer à la fois le 125<sup>e</sup> anniversaire de la révolution nationale et démocratique de 1848 et le 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du poète national et dirigeant de cette révolution, Petöfi.

Fâcheuses circonstances pour la bureaucratie de Kadar ! Car, pour le peuple hongrois comme pour l'opinion publique mondiale, le nom du poète national, plus que l'insurrection du 15 mars 1848 contre l'empire des Habsbourg, évoque le souvenir du cercle Petöfi de 1956, et du rôle joué par celui-ci dans la préparation de l'insurrection prolétarienne du 23 octobre ouvrant la voie à cet événement majeur : la révolution hongroise des conseils ouvriers.

Et précisément, chacun s'en souvient en Hongrie, lorsque cette révolution a finalement succombé sous la puissance écrasante des tanks du Kremlin, son dernier mot d'ordre — l'équivalent hongrois du « Z » grec immortalisé par Costa Gavras — fut M.U.K., c'est-à-dire : « Nous recommencerons en mars ! »

L'Histoire se hâte lentement, mais elle tient ses comptes à jour et finit toujours par les solder. Avec quinze ans de retard, le 25 mars 1972, la République prolétarienne des Conseils s'est présentée au rendez-vous qu'elle avait pris avec la bureaucratie.

Ce jour-là, Informations Ouvrières l'a rapporté, des groupes de jeunes qui s'étaient entendus à l'avance au sein des organismes du « Front patriotique » ont quitté le cortège officiel organisé par la bureaucratie et ont manifesté contre celle-ci. Avec plusieurs mois de retard, parce que quelques informations sur cette affaire avaient filtré dans la presse américaine, le quotidien stalinien hongrois Népszabadsag y a consacré un entretien. Une quinzaine d'arrestations, des condamnations à de courtes peines de prison, au plus six mois : Kadar tentait de minimiser l'affaire. Népszabadsag n'a pas dit, il est vrai, que l'un des mots d'ordre des jeunes manifestants était : « Pendons Lozoncy » (le ministre de l'Intérieur qui a été le complice de Kadar et du Kremlin pour envoyer à la potence Imre Nagy et ses compagnons).

Les bureaucrates hongrois ont cru sans doute échapper cette année au rendez-vous du 15 mars en n'organisant pas de cortège, remplacé, dans la matinée, par un meeting convoqué par la JC et le « Front patriotique » dans le quartier universitaire de Budapest. Un seul orateur à ce meeting : Gyula Kallai, membre du Bureau politique stalinien et président du Front national patriotique.

Celui-ci a notamment déclaré : « Le 15 mars 1848 est l'un des tournants décisifs de notre histoire nationale : abolition du serfage, fondation d'une armée nationale, déchéance des Habsbourg... Même si elle n'a duré à cette époque qu'un an et demi, notre indépendance nationale avait été conquise... La leçon principale de 1848-1849, c'est que l'indépendance nationale est inséparable du progrès social. Ce n'est jamais en vain qu'on lutte pour la liberté et le progrès social, même si cette lutte connaît un échec momentané... Le 15 mars, c'est la fête de toute la nation hongroise, mais c'est avant tout la fête de la jeunesse » (Népszabadsag, 16 mars 1973).

Nous avons souligné les mots avec lesquels, dans son élan « récupérateur », Kallai a manifestement joué avec le feu. Cette tentative osée d'exorcisme n'a pas empêché le spectre de 1956 d'être à nouveau présent plus fort que l'an dernier au rendez-vous de mars. Les manifestations ont cette fois revêtu une importance telle que l'agence de presse officielle M.T.I. a dû y consacrer un communiqué, que Népszabadsag du 17 mars a publié.

Quarante-et-une arrestations ont été opérées à Budapest « parmi les instigateurs » des événements de la soirée du 15 mars, annonce le quotidien stalinien : ce soir-là, « quelques centaines de personnes (1) irresponsables ont tenté d'organiser des manifestations nationalistes. Ces fauteurs de troubles ont saisi l'occasion des cérémonies... Les rassemblements ont été dispersés ».

L'extrême réserve avec laquelle s'exprime l'organe stalinien donne beaucoup à penser. Il parle seulement d'« irresponsables » et de « nationalistes », même pas de « nationalistes bourgeois ». Et de « personnes », pas de « jeunes » ni même d'« intellectuels », bien que lesdits « rassemblements » se soient produits dans la rue de Vaci, qui est un peu le boulevard Saint-Michel de Budapest et aux alentours...

« Quelques centaines... » Voir. Plutôt quelques milliers, pour que le quotidien stalinien se soit vu contraint d'en parler deux jours plus tard.

Mais qui étaient donc ces « personnes » que Népszabadsag ne peut caractériser avec plus de précision ? Si l'on se souvient que, face au luxe des bureaucrates parvenus qui s'étaie aujourd'hui dans les rues de Budapest, encombrés de Mercedes et de Volvo, les ouvriers industriels connaissent une misère profonde et croissante, si l'on n'oublie pas non plus que les manifestations ont eu lieu le soir, après que les cérémonies officielles étaient terminées, mais aussi après la sortie des usines (2), on peut parier, sans grand risque d'erreurs, que, dans la soirée du 15 mars 1973, un certain nombre d'ouvriers adultes sont venus, cette fois-ci, se joindre aux intellectuels et aux jeunes pour manifester contre la bureaucratie.

Celle-ci a eu beau rayer l'année 1956 du calendrier — il n'en est jamais dit un seul mot dans la presse et la littérature ou à la radio — l'heure où le prolétariat et la jeunesse de Hongrie ressaisiront dans sa plénitude, à un niveau historique incomparablement plus élevé, leur révolution des Conseils ouvriers, se rapproche visiblement.

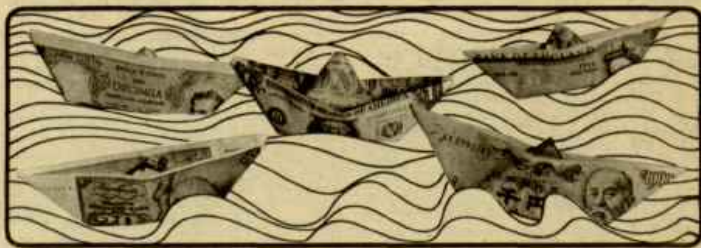
(1) Relevons que Le Monde, dans les quelques lignes empruntées au communiqué de M.T.I. qu'il consacre à cette affaire, parle, non de « quelques centaines de personnes », mais de « quelques personnes » seulement. Certes, nous étions habitués aux manifestations de... charité chrétienne de l'agence de M. Jacques Favet. Mais le voilà plus kadhari que Kadar !

(2) On travaille ce jour-là en Hongrie.

# menaces sur l'Europe

Le commerce mondial va-t-il résister longtemps à l'institution des « change flottants » ? Les dirigeants des grandes sociétés européennes sont en train d'apporter la réponse. Certes, on ne constate encore aucun ralentissement sensible de l'activité économique. La machine court sur sa lancée. Mais la presse des milieux financiers relève l'extrême hésitation des industriels à prendre de nouveaux engagements.

Comment pourrait-il en être autrement dans tous les secteurs où les entreprises sont entièrement dépendantes de leurs marchés extérieurs, sur lesquels elles se heurtent à une concurrence américaine renforcée par les dévaluations successives du dollar ? Comment pourraient-elles s'engager plus avant les industriels producteurs de matières premières ou de produits de base dont les cours sont cotés en dollars « flottants » et qui ne peuvent donc savoir sur quelles bases ils seront payés ? Telles sont les premières conséquences, les plus évidentes, de la dislocation du système monétaire de l'impérialisme.



Le dollar flottant... vu par « Newsweek ».

Mais il y a plus.

En effet, les barrières de plus en plus élevées que les Etats vont dresser pour enrayer ou limiter le libre-échange des marchandises et des capitaux risquent de renforcer dans tous les pays les tendances à l'inflation. Difficultés croissantes d'approvisionnement, volonté des producteurs (pétrole notamment) de se couvrir contre les risques de change, réticences des négociants face à l'instabilité chronique des règlements internationaux, hausse très nette des taux d'intérêt s'expliquant à la fois par la volonté des gouvernements de « fixer » les capitaux « flottants » et par l'hésitation des financiers à « immobiliser » trop longtemps leur argent, tout cela vient nourrir l'inflation en Europe comme aux USA où les prix recommencent à monter au rythme de 5 à 6 % l'an.

L'un des phénomènes les plus significatifs est la hausse des cours de la plupart des matières premières, et notamment des produits agricoles. Aux Etats-Unis, les prix agricoles ont augmenté à un rythme annuel de 24 % en janvier et de 72 % en février. La combinaison de ces accès de fièvre sur les marchés internationaux et des tendances à la restriction du commerce mondial pourrait être particulièrement dangereuse pour l'Europe, où les grandes entreprises dépendent beaucoup plus étroitement qu'aux Etats-Unis de leurs ventes à l'exportation.

« Nous vivons, écrit un spécialiste de la revue capitaliste « Entreprise », sous la menace d'un coup d'arrêt brutal à l'expansion européenne, susceptible de déclencher pour les années 1974 et 1975 une stagnation, voire une véritable récession d'une ampleur et d'une longueur inconnues depuis longtemps... Des consommateurs qui se précipitent vers des valeurs-refuges (construction, terrains, œuvres d'art). Des épargnants effrayés par les dé-

sordres internationaux. Des entreprises que restrictions de crédit et taux d'intérêts prohibitifs jetteront dans de redoutables difficultés financières. D'aucuns n'hésitent pas à penser que l'Europe connaîtra alors quelques crises spectaculaires, d'un genre analogue à celles qui ont emporté Penn Central (la première compagnie privée de chemins de fer, emportée par une faillite retentissante en 1971) aux Etats-Unis.

« Tous les facteurs d'une conjoncture économique de la pire espèce sont en place. Une conjoncture d'autant plus dangereuse que, pour la première fois, les grandes économies du monde occidental se retrouveront « en phase », c'est-à-dire dans une situation dans laquelle tout le monde freinera simultanément... On ne pourra plus compter sur le voisin pour « refroidir » son économie. Au contraire sont à craindre des phénomènes de « résonances ».

Déjà, l'absence de taux de change fixes entre l'Angleterre, l'Italie, et le reste de l'Europe des « Neuf », contraint la bureaucratie de Bruxelles à multiplier aux frontières les « taxes compensatoires », c'est-à-dire les droits de douane visant à équilibrer les conditions de la concurrence entre les différents pays. La lourdeur bureaucratique et l'extraordinaire complexité du système agissent déjà comme un frein absolu au développement des échanges entre les pays de la Communauté. C'est là l'anticipation de ce qui risque de se passer demain pour tous les échanges industriels en Europe.

Inflation. Contraction du commerce extérieur. La crise menace. Si la situation venait à se tendre brusquement, ce qui est possible du jour au lendemain, alors la fameuse « solidarité communautaire » portée en sautoir par Brandt et Giscard d'Estaing volerait en éclats. Tous les dirigeants capitalistes s'y préparent...

Et les dirigeants ouvriers ?

# Nixon fait respecter les "accords de Paris"

La « paix mondiale », aux conditions de l'impérialisme, exige la « réconciliation nationale » au Sud-Vietnam. Mais comment « réconcilier » Thieu et son régime militaire avec les ouvriers et paysans insurgés ?

Kissinger déclarait récemment à propos du Vietnam : « La guerre n'est pas finie. » Nixon brandit la menace contre le Nord-Vietnam pour que celui-ci retire ses hommes et son matériel du Sud. Il faut absolument isoler les ouvriers et les paysans du Sud, les laisser sous la botte de Thieu.

Deux mois après leur signature, le contenu véritable des accords de Paris apparaît en pleine lumière. Thieu renforce son appareil de répression, isolés dans les « zones libérées », dans la jungle et les hauts-plateaux, les forces de la résistance sont entièrement tributaires des approvisionnements en provenance du Nord. Mais Nixon applique les accords de Paris : il entend faire respecter la zone démilitarisée et interdire le passage de convois en provenance du Nord. Pour étayer le régime Thieu, il lui faut

étouffer la résistance. Sûr de ses arrières à Moscou et à Pékin, il n'hésiterait pas, dit-on, à bombarder à nouveau Hanoi, la ville martyre.

Dans son ombre, Thieu poursuit pour son propre compte la guerre civile. Le bilan : 16 000 morts en six semaines. Près de 300 000 prisonniers politiques continuent à croupir au Sud dans les bagnes de la mort dans des conditions épouvantables de détention.

Tel est le contenu de la politique de « concorde nationale ». La « coexistence pacifique » ne peut conduire qu'au renforcement de la dictature sanglante de Thieu contre les masses, à l'écrasement de la révolution vietnamienne.

Des discussions au château de la Celle-Saint-Cloud sont engagées depuis dix jours entre les délégués de Thieu et ceux du GRP. Nixon hausse le ton et s'efforce d'imposer à Hanoi le respect intégral des accords de Paris, pour briser définitivement la résistance des masses au Sud et les livrer pieds et poings liés à leurs bourreaux.



# août 38 : une fédération de la CGT fait le bilan du Front Populaire

Ce Manifeste, adopté en août 1938, a été publié dans « L'ACTION SYNDICALE », organe de la Fédération des techniciens, dessinateurs et assimilés de l'industrie et des Arts appliqués (CGT).

Plus de deux ans se sont écoulés depuis la grève générale de juin 1936. Quelques semaines seulement séparent la publication de ce document de la défaite de la grève générale du 30 novembre 1938.

Le Manifeste de la Fédération CGT présente un bilan et ouvre une perspective.

• La CGT avait établi et publié dès 1934 un programme, « le plan de la CGT », qui posait la nationalisation des banques et industries comme la mesure première fondamentale, désormais nécessaire à l'organisation d'une économie progressive, ainsi qu'à l'émancipation sociale.

• La CGT proposa son plan au Comité national du Rassemblement populaire, mais celui-ci, sur opposition des radicaux et des communistes, l'écarta.

C'est ainsi que, au lieu d'adopter des mots d'ordre clairs, des revendications précises sur la pression du Parti radical, parti du grand capital, le Rassemblement du Front populaire se contenta de dénoncer « les véritables inspirateurs d'une politique d'organisation absurde et criminelle dont ils sont les bénéficiaires, c'est-à-dire les potentats des banques et des trusts et de toute la grosse production abritée et cartellisée, grands fournisseurs de l'Etat, des communes et des administrations publiques, seigneurs du fer, du charbon, de l'électricité, des assurances, etc., manieurs de l'épargne (mais eux-mêmes toujours à l'abri des banqueroutes grâce aux « renforcements » de leurs entreprises par l'Etat), corrupteurs de la presse et de la politique parlementaire ou de la politique tout court, bailleurs de fonds des ligues fascistes, maîtres incontestables du pays. »

En dépit de l'opposition des radicaux, « le Rassemblement populaire adopta par contre un programme intitulé « Revendications du Rassemblement populaire » et qui, outre des « Revendications politiques » pour la « Défense de la paix », contient une importante partie économique.

• Le programme économique du Rassemblement populaire, dont l'idée directrice est la « restauration de la capacité d'achat supprimée ou réduite par la crise », se compose de très nombreuses revendications économiques et financières, parmi lesquelles figure une nationalisation : celle de la Banque de France (...).

## L'espoir de juin 36

• Les élections législatives de mai 1936 avaient assuré au Front populaire une majorité à la Chambre des Députés.

• Mais avant même la formation d'un gouvernement issu de cette majorité se déclenchaient par vagues successives les immenses grèves, dites de juin, qui aboutissaient en fait, au cours du deuxième trimestre 1936, à une sensible augmentation du pouvoir d'achat des salariés (...).

• Les salariés avaient pris au sérieux la lutte que le Rassemblement populaire avait promis de mener et, par une puissante pression syndicale exercée sur les employeurs, ils avaient obligé ceux-ci à abandonner leurs traditionnelles pratiques. Le grand patronat, principal obstacle aux perspectives tracées par le Rassemblement populaire, était vaincu par l'immense mouvement gréviste. Il était complètement désarmé. Par contre, la CGT avait vu ses effectifs grossir considérablement et des millions de syndiqués, animés par la ferme volonté d'en finir avec les souffrances dues à la crise, avaient pris confiance en leur force collective (...).

• Suivant qu'on allait immobiliser ou impulser l'action syndicale, c'était ou la régression économique et sociale, ou la marche en avant avec consolidation des premières mesures et application conséquente de la politique qui les avait inspirées sur le plan de l'économie générale et de la gestion des affaires publiques.

• La CGT, organisation spécifique du front unique des travailleurs, seule organisation susceptible d'animer cette action, était donc appelée à jouer un rôle décisif dans la marche ultérieure des événements. Elle portait de ce fait, avec les espérances des masses salariées, des responsabilités écrasantes (...).

Le Front populaire avait dénoncé, en 1935, les trusts, responsables de la baisse du pouvoir d'achat. Nous sommes au premier semestre 1938. La Fédération CGT établit le bilan de deux années de Front populaire.

• La hausse réelle du coût de la vie atteint 50 % par rapport à mai 1936. Le pouvoir d'achat des salariés a non seulement reperdu tout l'acquis de juin 1936, mais il est tombé d'environ 10 % en moyenne au-dessous de son niveau de mai. Pour les fonctionnaires et travailleurs des services publics, la diminution approche de 25 % en moyenne sur mai 1936.

• Quant aux nombreux retraités, pensionnés et petits rentiers, ils ont perdu entre le quart et le tiers de leur pouvoir d'achat (...).

• Par contre, les bilans financiers de la plupart des grosses sociétés industrielles et commerciales révèlent un enrichissement manifeste au cours des années 1936 et 1937. En deux ans, augmentation de près de 100 % de la valeur du cours moyen des actions.

• Au 31 décembre 1937, le nombre des chômeurs secourus se monte à 365 000 contre 440 000 au 31 décembre 1935, diminuant seulement de 75 000 unités.

## Comment en est-on arrivé là ?

• Ce fut la rançon de l'effacement de toute animation de l'action syndicale. Mais en retour les gouvernements du Rassemblement populaire, qui avaient réclamé la « pause » et qui, par le canal de cette organisation ou

par des pressions intérieures, avaient puissamment concouru à dévoyer la CGT, devaient montrer l'impuissance la plus totale dans la lutte contre les monopoles.

• Les potentats économiques du pays, les grands vaincus de mai et juin 1936 furent invités par le gouvernement, tant au cours des accords Matignon que maintes fois par la suite, à assurer par leur collaboration la réalisation pacifique de ce programme.

• Ils en assurèrent au contraire l'échec total (par une formidable hausse des prix des matières premières, combattant l'introduction des quarante heures, organisant la grève des capitaux, etc.).

• Le gouvernement Blum abandonna tout d'abord le contrôle des prix, ou du moins le contrôle véritable, car on ne peut considérer comme tels les discours ministériels contre la vie chère, ni même les visites tracassières de l'été 1936 chez les détaillants. Il abandonna aussi le contrôle de l'exportation des capitaux et la répression de la fraude fiscale, également inscrits tous deux au programme du Rassemblement populaire.

• Et cela fut déjà suffisant pour le mettre à la merci des banques dès la première panique financière et la dévaluation d'octobre 1936. Puis le gouvernement Blum lâcha l'échelle mobile des salaires, qu'il avait cependant formellement promis d'inclure dans la loi sur l'arbitrage obligatoire, et qui fut votée par la Chambre mais refusée au Sénat...

• En même temps, usant de son prestige de gouvernement populaire, il fit accepter le deuxième point de la « pause », la « pause sociale » pour la durée de l'Exposition, en promettant que la hausse du coût de la vie serait surveillée et au besoin réprimée et qu'en tout cas les salaires seraient rajustés.

• On sait comment les commissions de surveillance des prix et les surarbitres officiels aidèrent le patronat à réaliser ces promesses (...).

## Le capital ne fait pas de sentiment

En juin 1937, le gouvernement Blum est renvoyé. Ce sont les sénateurs radicaux qui, par l'intermédiaire du Parti radical, signataire du Pacte du Front populaire, ont mené l'assaut contre le gouvernement Blum.

Le Manifeste de la Fédération des techniciens établit :

• La chute du gouvernement Blum (juin 1937) fut accueillie avec une certaine stupeur par les travailleurs...

• Après avoir reconnu que seul un véritable soulèvement populaire pouvait briser la contre-offensive politique des trusts et des banques, les différentes organisations ouvrières du Rassemblement firent connaître à leurs affiliés et sympathisants respectifs les raisons de leur renoncement à tout appel à l'action directe des masses.

• Ces raisons : danger de guerre civile, suivie d'une guerre internationale sont précisément celles que les partis de droite avaient employées contre le Front populaire. Engager une action ouvrière de grande envergure, diront nos augures officiels et officieux, ce serait provoquer la réaction des paysans, des classes moyennes, diviser le Front populaire, reprendre la marche au fascisme ; ce serait aussi diminuer la production et notamment celle des industries de guerre, affaiblir l'union nécessaire des Français face au fascisme international, face à Hitler et Mussolini qui en profiteraient « pour nous tomber dessus », etc.

Ainsi les dirigeants du PCF et du PS se refusent à mobiliser les travailleurs contre le grand capital. C'est toujours la même antenne. Il ne faut pas réagir et engager des « actions ouvrières de grande envergure » pour ne pas effrayer les classes moyennes. C'est juste-ment parce que les partis ouvriers refusent le combat que les classes moyennes se détourneront de la classe ouvrière.

Il ne faut pas réagir et engager des « actions ouvrières de grande envergure pour ne pas diviser le Front populaire face à Hitler et à Mussolini ».

Daladier et Georges Bonnet, dont le fils, « radical de gauche », vient d'être élu député de l'Union de la gauche, vont signer le 30 septembre 1938 le pacte de Munich avec Hitler et Mussolini...

Pour ne pas « diviser le Front populaire », les dirigeants du PCF et du PS permettront aux partis de la bourgeoisie, dont le Parti radical, de préparer et de diriger les forces de la réaction pour écraser la classe ouvrière le 30 novembre 1938.

Le Manifeste poursuit :

• Comme si les paysans et les classes moyennes n'avaient pas le même intérêt que la classe ouvrière, que tous les salariés et les fonctionnaires à abattre la puissance des banques et des trusts ! Nous avons-ou pour tant assez parlé, aux uns comme à nos autres, au cours des élections, de mettre fin au règne des « 200 familles », de mettre fin à la dictature de nos propres seigneurs du fer, de la guerre et du fascisme (...).

• Le rôle des organisations syndicales devra même, d'après cela, se borner à prêcher le calme et la paix sociale, à invoquer la discipline, à mettre en garde contre les « provocations patronales », opposer le patrio-

tisme ouvrier au sabotage patronal, et aussi à chanter des hymnes à la production et à la rationalisation ! »

De recul en recul, d'abandon en abandon, nous en sommes arrivés là :

• La dévalorisation continue des salaires, depuis dix-huit mois, devait annuler les augmentations obtenues en juin 1936. De ce fait, l'« échelle mobile » est devenue une des plus importantes revendications syndicales. Mais sur les instances du gouvernement, cette revendication ne fut pas maintenue par les directions syndicales au moment des négociations des conventions collectives.

• L'échelle mobile est donc enterrée et la classe ouvrière dotée d'une législation d'arbitrage obligatoire.

En septembre 1937, la direction de la CGT délaissait rapidement les conventions collectives nationales en faveur d'un « bon » statut moderne du travail.

## La Fédération propose

• Nous dénonçons la rationalisation généralisée qui engendre le chômage... S'il faut produire plus, qu'on embauche d'abord les chômeurs au lieu de procéder à des licenciements massifs, au lieu d'allonger la journée de travail (...).

• Nous dénonçons la volonté du gouvernement d'organiser les ententes industrielles destinées à grouper dans chaque branche d'industrie toutes les entreprises, grandes comme petites (...).

• Nous dénonçons la politique des restrictions agricoles jadis stigmatisée par le Rassemblement populaire.

• Nous dénonçons le « statut moderne du travail » parce qu'il veut déclarer illégale et réprimer par des sanctions très graves (jusqu'à trois ans de prison et 3 000 francs d'amende) la continuation de la grève, sitôt prononcée la sentence surarbitraire (...).

• Il faut reprendre la lutte pour les revendications !

• Nous refusons d'être victimes de la politique officielle de misère et d'asservissement croissants.

• Nous déclarons que nous sommes décidés à nous défendre aux côtés des ouvriers par l'action directe la plus large et la plus énergique, contre le grand patronat et le gouvernement complice.



## Les leçons économiques et sociales de l'ÉCHEC du RASSEMBLEMENT POPULAIRE

• La lutte contre le chômage total et le chômage partiel, de même que la lutte contre l'élévation continue des prix et du coût de la vie appellent l'ingérence des organisations syndicales ouvrières dans les affaires économiques, avec, comme première mesure : le contrôle syndical des salariés sur la production à tous les échelons. Ce contrôle doit être accompagné des premières opérations suivantes : nationalisations en bloc des banques, assurances, industries-clés et de la grosse production trustée ou abritée (...).

• On n'a pas le droit de freiner le mouvement des ouvriers en s'autorisant du retard des classes moyennes qu'on néglige effectivement (...). Par contre, on comprend que si, à une étape supérieure du mouvement, la CGT groupait autour d'elle, autour de ses UD et de ses UL, la grande masse du peuple travailleur, les paysans, les artisans, les petits commerçants, les « professions libérales » en de véritables ETATS GÉNÉRAUX DU TRAVAIL ayant leurs ramifications dans tout le pays, elle pourrait parler et agir au nom de tous pour réaliser une coalition d'une toute autre trempe que celle du « Front populaire » parce que basée essentiellement sur la condition économique des hommes et non sur leurs préjugés ou illusions politiques.

## Un combat qui continue

Contre la guerre qui se prépare, la Fédération CGT lance le signal d'alarme.

L'appel de la Fédération des techniciens CGT n'a pas été entendu. Jusqu'au bout les dirigeants du PCF et du PS ont préféré l'alliance avec les ancêtres du banquier Filippi, de Maurice Faure et de Robert Fabre, avec les dirigeants radicaux Joseph Caillaux et Georges Bonnet, hommes de confiance de la haute banque. Jusqu'au bout les dirigeants du PCF et du PS ont préféré l'alliance avec le radical de gauche Daladier qui lutte, comme l'explique le Manifeste de la Fédération CGT des techniciens, « sans détours pour le maintien des profits du capital ».

Certes, les situations ne sont jamais complètement identiques, mais la situation d'aujourd'hui (1938) présente des traits communs avec celle dénoncée par la Fédération des techniciens CGT en 1938.

Le Front populaire, c'est l'alliance des partis ouvriers avec le parti du grand capital des radicaux, qui a dicté sa loi au mouvement ouvrier. L'Union de la gauche, c'est l'alliance des partis ouvriers avec les débris du parti du grand capital qu'est le parti des radicaux qui continue à dicter sa loi.

L'histoire a montré que la Fédération CGT des techniciens, dirigée par des militants lutte de classe de diverses tendances, avait vu juste. Souvenons-nous. Aujourd'hui, comme hier, les militants lutte de classe ne peuvent que condamner l'Union de la gauche-Front populaire. Aujourd'hui, comme hier, le passage sur les positions de l'Union de la gauche-Front populaire, c'est le passage sur les positions de la collaboration de classe.

Certes, la Fédération CGT des techniciens n'a pas gagné. Fallait-il pour autant qu'elle se range du côté du Front populaire ?

Les militants de l'OCI continuent à cause du travail engagé en 1936-1938 par leurs camarades dirigeants de la Fédération CGT des techniciens.